

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
 Par porteur ou par la poste,
 Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser
 au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la
 Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions
 faites en caractères plus petits que ceux du texte du
 Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

MINISTÈRE

(Décret du 26 octobre 1933)

Présidence du Conseil et Marine	M. M. SARRAUT
Justice	DALIMIER
Affaires étrangères	BONCOUR
Intérieur	CHAUTEMPS
Finances	BONNET
Budget	GARDEY
Guerre	DALADIER
Air	COT
Education Nationale	DE MONZIE
Travaux Publics	PAGANON
Commerce et Industrie	EYNAC
Agriculture	QUEUILLE
Colonies	PIÉTRI
Travail et Prévoyance Sociale	FROT
Pensions	DUCOS
P. T. T.	MISTLER
Santé Publique	LISBONNE
Marine Marchande	STERN

SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Présidence du Conseil	MARIE
Economie Nationale	BIBU
Affaires Etrangères	DE TESSAN
Guerre	LA CHAMBRE
Education Nationale	MARCOMBES
Education Physique	LE GORGEU
Colonies	Auguste BRUNET

Par décret du 18 octobre 1933, Monsieur le
 Gouverneur des colonies PÊTRE a été désigné
 pour remplir les fonctions de Commissaire de la
 République intérimaire au Togo.

Par décret du 21 octobre 1933, Monsieur l'Adminis-
 trateur en chef des colonies BAUCHÉ a été chargé de
 l'expédition des affaires courantes du Gouvernement
 jusqu'à l'arrivée de Monsieur le Gouverneur PÊTRE.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 5 septembre 1933, portant publication
 et mise en application provisoire, d'un
 avenant à la *convention commerciale*
 franco-hellénique du 11 mars 1929, signé
 à Athènes le 3 juillet 1933. (*Arrêté de pro-
 mulgation du 28 octobre 1933*). 608

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Décision du 25 octobre 1933, fixant les valeurs
 des index entrant dans la formule de
 réajustement des *tarifs de vente de l'énergie
 électrique* pour le deuxième semestre 1933. 608

Arrêté du 27 octobre 1933, rapportant un article de l'arrêté du 17 novembre 1921 réglementant le service de la voirie dans les centres urbains du Togo.	609
Arrêté du 27 octobre 1933, mettant une avance à la disposition de Monsieur MARY, André, docteur vétérinaire.	609
Arrêté du 28 octobre 1933, organisant la station agricole de Tové.	609
Arrêté du 28 octobre 1933, réorganisant le cadre des gardes-frontières du Togo.	610
Arrêté du 28 octobre 1933, portant organisation de l'inspection vétérinaire et de l'élevage au Togo.	612
Arrêté du 30 octobre 1933, organisant au territoire du Togo le service industriel des transports administratifs par véhicule automobile.	614
Arrêté du 31 octobre 1933, fixant provisoirement les conditions de fonctionnement du cabinet et des bureaux du Commissariat de la République.	614
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel	614
Chef du secrétariat général	220
Censeur administratif	620
Commission municipale	620
Ouverture d'école et de cours	620
Phare de Lomé	621
Autorisations d'importation et vente	621
Allocation	621
Remboursement	621
Secours	621
Subvention	621
Santé publique	621
Garde indigène	621
Circulation automobile	621
Avis aux navigateurs	622
Domaines	622
Nécrologie	623
Relevé par nature des marchandises transportées en petite vitesse pendant le 3 ^{me} trimestre 1933.	

PARTIE NON OFFICIELLE

Foire du Havre	623
Bilan de la B. A. O.	624
Annonces — (Voir supplément)	

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Convention commerciale franco-hellénique

ARRETE N° 683 promulguant au Togo le décret du 5 septembre 1933 portant publication et mise en application provisoire d'un avenant à la convention commerciale franco-hellénique du 11 mars 1929, signé à Athènes le 3 juillet 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 septembre 1933 portant publication et mise en application provisoire d'un avenant à la convention commerciale franco-hellénique du 11 mars 1929, signé à Athènes le 3 juillet 1933;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 5 septembre 1933, portant publication et mise en application provisoire d'un avenant à la convention commerciale franco-hellénique du 11 mars 1929, signé à Athènes le 3 juillet 1933.

Lomé, le 28 octobre 1933.

R. DE GUISE.

J. O. R. F. du 13 septembre 1933, page 9662.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Tarifs de vente de l'énergie électrique

DECISION N° 838 fixant les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le deuxième semestre 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le cahier des charges pour la concession par le territoire sous mandat du Togo d'une distribution publique d'énergie électrique annexé à la convention en date du 11 juillet 1931 et particulièrement l'article 2 de ce cahier des charges;

Vu la proposition en date du 4 mai 1933 de la Société concessionnaire;

Vu le procès-verbal en date du 21 juillet 1933 de la commission chargée de la révision des tarifs;

Sur la proposition de M. le chef du service des travaux publics, ingénieur en chef du contrôle;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le deuxième semestre 1933 :

Co	1.175,1979
Cr	1.117,4166
Mo	1,7240
Ml	1,7000
lo	387,50
ll	349

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le 2^e semestre 1933 sont ainsi déterminés :

- 1^o — Pour Lomé — Prix du K. W. H. Lumière 4,43
Prix du K. W. H. Force 3,50
- 2^o — Pour Aného — Prix du K. W. H. Lumière 4,89
Prix du K. W. H. Force B.T. 3,96
Prix du K. W. H. Force H.T. 3,68

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 25 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Voirie

ARRETE N° 671 rapportant un article de l'arrêté du 17 novembre 1921 réglementant le service de la voirie dans les centres urbains du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 17 novembre 1921 réglementant le service de la voirie dans les centres urbains du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure rapporté l'article 5 de l'arrêté du 17 novembre 1921 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Avance de fonds

ARRETE N° 672 mettant une avance à la disposition de monsieur MARY André, docteur vétérinaire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, modifié par décrets des 30 décembre 1920, 13 août 1925 et 6 septembre 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une avance une fois faite et non renouvelable de 4.000 frs. est accordée à monsieur MARY, docteur vétérinaire contractuel en service au Togo, chargé de mission au Soudan.

Cette avance lui sera faite au vu de l'ordre de route donné par monsieur le Commissaire de la République au Togo.

Il devra justifier de l'emploi de la somme mise à sa disposition dans les formes et délais réglementaires.

ART. 2. — Cette avance sera mandatée au titre du chapitre XVIII, article 1, paragraphe 1. du budget local, exercice 1933.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Organisation de la station agricole de Tové

ARRETE N° 678 organisant la station agricole de Tové.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 réorganisant le régime financier des colonies et notamment les articles 147 et 148;

Vu le décret du 1^{er} août 1921 portant organisation du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture dans les colonies;

Vu l'arrêté n° 264 du 12 novembre 1924 fixant le programme d'études des moniteurs stagiaires d'agriculture;

Vu l'arrêté n° 340 du 23 juin 1928 réglant le statut et fixant le traitement du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté n° 613 du 15 novembre 1930 réglementant le mode de réalisation des produits des stations agricoles et plantations administratives;

Vu l'arrêté n° 130 du 18 mars 1932 réorganisant le service de l'agriculture du Togo;

Vu l'arrêté n° 610 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales du recrutement du personnel des conducteurs agricoles et forestiers du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France un établissement agricole portant la dénomination de station agricole de Tové.

ART. 2. — Cet établissement est situé sur un terrain domanial comprenant deux parcelles d'une superficie totale d'environ 200 hectares placées de part et

d'autre du village de Tové Djigbé sur la route de Palimé à Lomé.

ART. 3. — La station agricole de Tové a pour but :

1^o — De réunir dans cet établissement toutes les plantes qui peuvent être utiles au Territoire dans le présent et l'avenir.

2^o — De faire des cultures de démonstrations, d'essai ou pour la fourniture de semences. L'importance de ces cultures doit être limitée aux buts susvisés à l'exclusivité de toute exploitation.

3^o — De fournir des plants et semences et servir de base d'action pour le développement de certaines cultures.

4^o — De contribuer à la documentation générale au point de vue agricole (procédés de culture, prix de revient, préparation et conditionnement des produits).

5^o — De servir de centre d'instruction pour la formation de moniteurs agricoles et d'agents de culture.

ART. 4. — La station agricole de Tové relève directement du chef du service de l'agriculture.

Elle est administrée par un directeur appartenant au cadre des services techniques et scientifiques de l'agriculture organisé par le décret du 1^{er} août 1921 ou par un conducteur des travaux agricoles et forestiers du Togo.

ART. 5. — Le chef de la station agricole de Tové établit pour chaque exercice, un projet de budget qui est adressé au chef du service de l'agriculture pour être incorporé dans le budget du service intéressé et soumis à l'approbation de M. le Commissaire de la République.

ART. 6. — Les crédits nécessaires au fonctionnement de la station agricole de Tové sont délégués au chef du service de l'agriculture qui les sous-délègue au directeur de la station.

ART. 7. — La station agricole de Tové peut mettre en vente les plantes et produits divers provenant de ses cultures selon les conditions prévues à l'arrêté n^o 613 du 15 novembre 1930 susvisé.

ART. 8. — Les cessions sont faites au comptant, livrables sur place et sans emballage.

Elles donnent lieu à la délivrance d'un reçu détaché d'un carnet à souches, côté et paraphé par l'administrateur du cercle de Klouto.

ART. 9. — Des cessions gratuites de plantes et graines peuvent être consenties par le chef de la station quand elles répondent à un but d'intérêt général.

Ces cessions sont enregistrées sur un livre spécial portant les indications de nature des produits, quantité, nom du bénéficiaire et sa résidence, date de livraison.

ART. 10. — Le directeur de la station agricole de Tové bénéficie de la franchise postale et télégraphique

avec le chef du service de l'agriculture et l'administrateur du cercle de Klouto pour les besoins du service.

ART. 11. — Le directeur de la station agricole de Tové adresse mensuellement, trimestriellement et annuellement au chef du service de l'agriculture un rapport sur le fonctionnement de la station dont copie est donnée à l'administrateur du cercle de Klouto.

ART. 12. — Le chef du service de l'agriculture et l'administrateur du cercle de Klouto sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Réorganisation du cadre des gardes-frontières

ARRETE N^o 681 réorganisant le cadre des gardes frontières du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 25 août 1923 instituant un cadre des gardes frontières au Togo, ensemble les arrêtés des 21 mars 1924 et 19 août 1925 le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exécution des agents des services des travaux publics et des chemins de fer;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1928 réorganisant le cadre des gardes frontières au Togo, ensemble l'errata du 27 juillet 1928, les arrêtés du 19 décembre 1928 et 10 juin 1930 le complétant ou le modifiant;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1931;

Vu l'arrêté n^o 365 du 8 juillet 1932, modifiant les arrêtés des 21 décembre 1925 et 28 janvier 1930 accordant des indemnités représentatives de logement aux agents indigènes des cadres locaux du Togo et aux agents indigènes détachés des cadres de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué dans le territoire du Togo un cadre de gardes frontières des douanes dont les grades, classes et traitements annuels sont fixés ainsi qu'il suit :

Sergent	2 ^e échelon	4.500 frs.
	1 ^{er} échelon	4.200 —
Caporal	2 ^e échelon	4.200 —
	1 ^{er} échelon	4.000 —
	Garde frontière de 1 ^{re} classe	4.000 —
	Garde frontière de 2 ^e classe	3.800 —
	Garde frontière de 3 ^e classe	3.600 —
	Garde frontière de 4 ^e classe	3.300 —
	Garde frontière de 5 ^e classe	3.000 —
	Garde frontière stagiaire	2.800 —

RECRUTEMENT

ART. 2. — Les emplois des gardes frontières sont réservés :

1° — Aux anciens tirailleurs ou anciens miliciens ayant accompli au moins trois années de service, mais n'ayant pas quitté l'armée ou la milice depuis plus de trois ans ;

2° — Aux candidats, français ou originaires du territoire, titulaires du certificat d'études primaires.

ART. 3. — Les postulants doivent produire les pièces énumérées ci-après :

1° — Un extrait d'acte de naissance, s'ils en ont un, et, à défaut, pour en tenir lieu, un acte de notoriété ou un livret militaire ;

2° — Un certificat de bonne conduite du régiment ou de la milice ;

3° — Un certificat de bonne vie et mœurs, s'ils ont quitté le corps où ils servaient depuis plus de trois mois, ayant moins de trois mois de date ;

4° — Une fiche judiciaire n° 2 ne comportant aucune condamnation, ou à défaut, un certificat administratif en tenant lieu ayant moins de trois mois de date ;

5° — Un certificat de visite et de contre-visite délivré par des médecins militaires, constatant qu'ils sont aptes à un service actif de jour et de nuit et qu'ils ont une taille de 1 m.650 au minimum ;

6° — Un certificat du dernier employeur, sauf pour les anciens militaires et agents des forces de police ayant quitté leurs corps depuis moins de trois mois ;

7° — Pour ceux qui ne sont pas anciens tirailleurs ou anciens miliciens : un certificat constatant qu'ils ont subi avec succès les épreuves d'éducation physique inscrites au tableau des performances en usage dans l'armée.

NOMINATION

ART. 4. — Les admissions ont lieu à la dernière classe. Elles sont prononcées par le Commissaire de la République, sur la présentation du chef du service des douanes.

La durée du stage est fixée à deux ans. A l'expiration de leur stage, les agents sont titularisés ou licenciés. Le licenciement peut, en outre, intervenir au cours du stage pour indiscipline ou inaptitude professionnelle dûment constatée.

Toutefois, peuvent être nommés directement, après accomplissement d'un stage réduit à une année :

a) A la 4^e classe :

Les sergents-chefs et sergents des forces de police ;

b) A la 5^e classe :

Les caporaux-chefs, les caporaux et gardes de 1^{re} classe des forces de police, ainsi que les candidats titulaires du diplôme du certificat d'études élémentaires.

AVANCEMENT

ART. 5. — Les avancements ont lieu exclusivement au choix dans les limites du maximum des inscrip-

tions autorisées pour chaque année par le Commissaire de la République.

Les conditions d'ancienneté requises pour être promu à la classe supérieure, sont de deux ans jusqu'au grade de garde de 1^{re} classe inclus, et de trois ans pour les grades et échelons de caporal et sergent.

Nul ne peut être promu au 2^e échelon du grade de caporal s'il ne justifie d'une bonne connaissance de la langue française à la suite d'un examen, comprenant :

1° — Une courte dictée ;

2° — Lecture expliquée.

Un agent qui a été l'objet de trois réprimandes ou qui a été puni d'une suspension de plus de 8 jours de solde, ne peut recevoir d'avancement, dans l'année qui suit la décision ayant infligé la punition.

ATTRIBUTIONS

ART. 6. — Les gardes frontières concourent à la surveillance douanière sur tous les points où elle s'exerce.

Ils constatent les fraudes ou infractions aux règlements douaniers dont ils contribuent à assurer l'exécution.

Les gardes frontières prêtent serment devant le tribunal de première instance au moment de leur entrée en service.

PERMISSIONS — CONGÉS

ART. 7. — Des permissions annuelles, avec traitement, d'une durée de 15 jours au maximum, peuvent être accordées en une fois par décision du Commissaire de la République, aux gardes frontières, sur la proposition du chef du service des douanes.

Des autorisations exceptionnelles d'absence avec traitement dont la durée ne peut excéder deux jours, peuvent être accordées par le chef du service des douanes, qui en rend compte immédiatement au Commissaire de la République. La durée de ces absences qui ne peut être supérieure à 15 jours par année, vient en déduction de la permission annuelle.

ART. 8. — Des congés pour maladie imputable aux fatigues ou dangers du service et dûment constatée par le conseil de santé peuvent être accordés par le Commissaire de la République.

Leur durée maxima est fixée à six mois, par périodes renouvelables de mois en mois et à solde entière.

L'agent peut toutefois être licencié pour inaptitude physique dès l'expiration de la première période de trois mois de congé, si la maladie dont il est atteint est reconnue grave et définitivement incurable par le conseil de santé.

La même mesure pourra être prise à l'expiration des six mois de congé et dans les mêmes formes.

L'hospitalisation peut être ordonnée par le conseil de santé pour tout ou partie du congé. L'agent supporte, sur son traitement la retenue prévue par les règlements en vigueur.

DISCIPLINE

ART. 9. — Les punitions disciplinaires suivantes peuvent être infligées au personnel de ce cadre :

- | | |
|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| 1 ^o — La réprimande; | } Infligées par le chef du service des douanes. |
| 2 ^o — La suspension de solde jusqu'à 8 jours; | |
| 3 ^o — Le blâme avec inscription au dossier; | } Prononcés par le Commissaire de la République sur rapport du chef de service. |
| 4 ^o — La suspension de solde jusqu'à 15 jours; | |
| 5 ^o — La rétrogradation; | |
| 6 ^o — La révocation. | |

ART. 10. — Les agents sont notés annuellement dans la forme en vigueur pour les autres cadres locaux indigènes.

TENUE

ART. 11. — La tenue de service est l'uniforme en toile kaki prévue pour les gardes de cercle avec passepoil rouge au col et au parement des manches, boutons en métal blanc portant le mot « douanes ».

HABILLEMENT

ART. 12. — Les agents reçoivent lors de leur incorporation deux costumes kaki, ainsi que dix boutons en métal blanc.

Les gardes frontières reçoivent en outre au cours de leur carrière divers effets ou objets dont la durée théorique s'établit comme ci-dessous :

3 Culottes kaki	1 an
3 Paletots kaki	1 —
3 Paires jambières kaki	1 —
2 Tricots de coton	1 —
1 Toile de tente	1 —
2 Chéchias	1 —
12 Boutons douanes avec anneaux brisés	1 —
2 Cors de chasse métal	1 —
1 Etui musette	1 —
1 Culotte drap bleu	2 ans
1 Vareuse drap bleu	2 —
1 Paire molletières drap bleu	1 an
1 Ceinture flanelle rouge	1 —

Tout agent qui démissionnerait avant d'avoir accompli trois années de service aura à verser une somme de cinquante francs pour indemnité d'effets. Il aurait en outre à remettre à ses chefs avant son départ, ses effets, les boutons et autres insignes.

INSIGNES DE CLASSE ET GRADE

ART. 13. — Garde de 1^{re} classe : galon de laine rouge sur chaque manche.

Caporal : Deux galons rouges sur chaque manche.

Sergent : Un galon doré sur chaque manche.

ARMEMENT

ART. 14. — Les gardes frontières sont armés d'un mousqueton et d'une baïonnette.

LOGEMENT

ART. 15. — Les gardes frontières sont logés dans des constructions indigènes, ceux qui ne reçoivent pas de logements en nature ont droit à une indemnité mensuelle prévue par les arrêtés en vigueur.

ART. 16. — Les gardes frontières détachés pendant au moins deux années ininterrompues dans le service des bureaux peuvent être nommés préposés de 2^e classe s'ils ont satisfait aux épreuves d'un examen professionnel dont les modalités et le programme sont fixés par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 17. — Le nombre de places est fixé chaque année par le Commissaire de la République sur la proposition du chef du service des douanes.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 18. — Les agents actuellement en service seront versés dans le nouveau cadre au grade et à la classe correspondant à ceux dont ils sont actuellement titulaires; toutefois les caporaux et les sergents seront versés au deuxième échelon de leur grade.

ART. 19. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Création de l'inspection vétérinaire et de l'élevage

ARRETE N° 684 portant organisation de l'inspection vétérinaire et de l'élevage au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le territoire du Togo une inspection vétérinaire et de l'élevage.

Elle est dirigée par un inspecteur, nommé par le Commissaire de la République et relevant directement de son autorité.

Le siège en est fixé par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 2. — Le personnel de l'inspection vétérinaire et de l'élevage comprend en outre de l'inspecteur :

1^o — Les vétérinaires auxiliaires, diplômés de l'école vétérinaire de Bamako;

2^o — Les infirmiers vaccinateurs et préparateurs de laboratoire;

3^o — Les moniteurs de l'élevage.

Les fonctionnaires des deux dernières catégories sont recrutés sur place et reçoivent leur formation technique au centre d'instruction du Territoire.

Les vétérinaires militaires ou civils, les médecins, les fonctionnaires du service de l'agriculture peuvent être appelés à donner leur concours à l'inspection vétérinaire et de l'élevage.

ART. 3. — L'inspection vétérinaire et de l'élevage est chargée :

1° — De la police sanitaire des animaux.

De l'inspection à ce point de vue de tous les lieux (ports, marchés, abattoirs, foires) ouverts au public pour la vente, le stationnement ou le transport d'animaux, ainsi que du matériel de transport ou de dépôt servant au bétail ou produits en dérivant, de la recherche, en vue de leur désignation pour la circulation du bétail de commerce, des routes offrant les meilleures garanties contre la propagation des maladies contagieuses et de la surveillance de ces routes.

De l'inspection de salubrité de la viande abattue, des produits de charcuterie et de tous comestibles d'origine animale tant au point de vue de l'hygiène de la consommation que dans le but de dépister les maladies contagieuses.

2° — De l'étude de toutes les questions se rattachant à l'élevage du bétail et de tous les moyens tendant à la conservation et à l'amélioration des races d'animaux domestiques.

Elle est à ce titre chargée de la surveillance et de la direction du laboratoire des recherches et de la prophylaxie médicale, du centre d'instruction du personnel auxiliaire des établissements d'élevage, des postes zootechniques, dépôt de reproducteurs, haras, bergeries, vacheries etc.. Concurrément avec les autres services intéressés il est chargé de l'étude des moyens propres à favoriser les transactions commerciales portant sur les animaux domestiques et les produits en dérivant et doit se tenir au courant des conditions du commerce de ces animaux et produits.

Les études d'ensemble ayant trait à l'élevage des animaux domestiques et la police sanitaire des animaux, les résultats obtenus dans le Territoire sont centralisés au commissariat de la République par l'inspecteur.

ART. 4. — L'inspection vétérinaire et de l'élevage comprend :

1° — Le laboratoire vétérinaire destiné au diagnostic des maladies contagieuses, aux recherches sur la nature de ces maladies et sur les moyens de les combattre, à l'approvisionnement en médicaments, en sérums et vaccins. Cet établissement est également le siège du centre d'instruction et de perfectionnement du personnel auxiliaire. La direction en est assurée par l'inspecteur.

2° — Les postes zootechniques dont le rôle réside dans la mise en pratique de toutes les mesures destinées à l'amélioration de l'élevage ; ils consistent en un

dépôt de reproducteurs placé sous la surveillance d'un moniteur ou de tout autre fonctionnaire du service chargé de l'orientation de l'élevage vers une production déterminée. A cet effet cet auxiliaire assure 1° la liaison avec les éleveurs, 2° la vulgarisation des méthodes de sélection, 3° le prêt des animaux améliorés, 4° la castration des reproducteurs à éliminer.

3° — Une équipe de prophylaxie médicale et sanitaire qui a pour rôle de dépister les épizooties et d'assurer en cas de maladie contagieuse l'application des mesures médicales ou sanitaires.

Elle se compose en principe 1° d'un technicien, vétérinaire ou vétérinaire auxiliaire, chef de l'équipe, 2° des infirmiers vaccinateurs et préparateurs, 3° de plusieurs gardes mis à la disposition du chef de l'équipe de prophylaxie médicale et sanitaire pendant la durée de l'épizootie par l'administrateur, commandant le cercle.

4° — Des établissements d'expérience chargés de certaines spécialisations en matière de production animale : ferme laitière, dressage d'animaux pour la traction ou le labour, production de moutons à laine, animaux de basse-cour, apiculture etc..

Le siège du laboratoire, des postes zootechniques et des établissements d'expériences est fixé par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 5. — Les fonctionnaires appartenant à l'inspection vétérinaire et de l'élevage relèvent au point de vue administratif du commandant de cercle où ils résident ; au point de vue technique, ils sont placés sous l'autorité de l'inspecteur.

ART. 6. — Les fonctionnaires appartenant à l'inspection vétérinaire communiquent avec l'inspecteur dans les conditions prévues à la circulaire n° 2198 du 19 octobre 1933.

ART. 7. — Chaque fonctionnaire de l'inspection vétérinaire et de l'élevage est chargé d'assurer dans l'étendue de son secteur le fonctionnement du service tel qu'il est défini par l'article 3 du présent arrêté. A cet effet, il est appelé à se déplacer soit en tournées périodiques soit en tournées spéciales.

1° — Sur l'ordre de l'inspecteur vétérinaire et de l'élevage.

2° — Sur un rapport préliminaire dressé par l'agent visé par l'administrateur du cercle, et soumis à l'approbation de l'inspecteur.

3° — En ce qui concerne les tournées spéciales et dans le cas d'urgence seulement, sur l'initiative de l'agent et sur autorisation du commandant de cercle sous réserve d'un rapport spécial adressé à l'inspecteur chef du service et justifiant l'urgence du déplacement.

ART. 8. — L'organisation de l'inspection vétérinaire et de l'élevage telle qu'elle résulte du présent arrêté sera réalisée progressivement par ordre d'urgence des nécessités reconnues et dans la limite des crédits inscrits au budget chaque année à cet effet.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Service industriel des transports administratifs

ARRETE N° 685 organisant au territoire du Togo le service industriel des transports administratifs par véhicule automobile.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 235 du 29 juin 1926 créant un garage central à Lomé; ensemble les arrêtés 620 du 22 novembre 1927, et 687 du 6 décembre 1929 et l'arrêté du 23 août 1930 le modifiant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1934, le garage central de Lomé et l'ensemble des services des transports du Territoire, seront groupés en un organe indépendant intitulé « service industriel des transports administratifs ».

ART. 2. — Cet organe sera chargé de fournir les moyens de transport de tous les services du Territoire.

ART. 3. — Les opérations comptables nécessitées par son fonctionnement seront constatées en recettes et en dépenses à des chapitres spéciaux du budget local.

ART. 4. — Les modalités d'application du présent arrêté feront l'objet d'instructions à intervenir ultérieurement.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Réorganisation du cabinet et des bureaux du commissariat de la République

ARRETE N° 686 fixant provisoirement les conditions de fonctionnement du cabinet et des bureaux du commissariat de la République.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CHARGÉ DE L'EXPÉDITION DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 31 mars 1932 réorganisant les bureaux du commissariat de la République; ensemble l'arrêté du 15 août 1933 le modifiant;

Vu le décret du 21 octobre 1933 chargeant M. l'administrateur en chef BAUCHÉ des affaires courantes du territoire du Togo;

Vu les nécessités du service;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'emploi de directeur des services administratifs et du cabinet est provisoirement supprimé.

ART. 2. — Provisoirement le fonctionnement du cabinet et des bureaux du commissariat de la République sera assuré conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1932 susvisé.

Toutefois le chef du bureau militaire du cabinet relèvera directement de l'autorité du Commissaire de la République.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1933.

BAUCHÉ.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Rappels d'ancienneté

Par arrêté du ministre des colonies du :

10 octobre 1933. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont conservés dans leur emploi actuel aux fonctionnaires du corps des administrateurs des colonies dont les noms suivent et qui ont été promus pour compter du 24 juin 1933 :

Administrateurs de 3^e classe des colonies.

M.M.

CERVEAUX (Omer, Jean, Baptiste), 3 ans 20 jours.

JARDILLIER (Henri, Antoine), 2 ans 1 mois 8 jours.

.

Promotion

Par décret en date du 1^{er} août 1933, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été promus

dans le personnel des ingénieurs météorologistes coloniaux pour compter du 1^{er} juillet 1933 :

A la 2^e classe du grade d'ingénieur adjoint.

M. M.

CARON (Paul), ingénieur-adjoint de 3^e classe.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

Gendarmerie nationale

Par application des dispositions de l'article 41 bis du décret du 20 mai 1903 et des articles 17 et 21 du décret du 3 février 1914, portant règlement sur le service intérieur,

Le capitaine, commandant le détachement de gendarmerie de l'Afrique occidentale française,

NOMME :

Au grade de maréchal-des-logis-chef à pied.

Le gendarme à pied COEURDEVEY, Julien Alexandre, détaché à Lomé (Togo).

Cette nomination comptera du 10 octobre 1933.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nominations et promotions

Par décision du :

31 octobre 1933. — M. FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé provisoirement chef du cabinet du Commissaire de la République et chef du bureau des affaires politiques.

Il conservera ses fonctions de chef du bureau des affaires économiques.

Par arrêtés des :

26 octobre 1933. — M. GOUINEAU Jean, agent contractuel est agréé en qualité de commis radiotélégraphiste de 3^e classe pour compter du 25 octobre 1933

Il conservera, à titre personnel, jusqu'à sa promotion à la 1^{re} classe, le bénéfice de la solde dont il jouit actuellement.

Un rappel d'ancienneté pour service militaire de 1 an et 6 mois est attribué à M. GOUINEAU, dans son emploi actuel.

L'agent du cadre local européen des travaux publics du Togo dont le nom suit, est inscrit au tableau d'avancement :

1^o — *Pour le grade de chef ouvrier d'art de 1^{re} classe :*

M. HORARD LÉON, chef ouvrier d'art de 2^e classe.

2^e — *Pour le grade de chef ouvrier d'art hors classe :*

M. HORARD LÉON, chef ouvrier d'art de 2^e classe.

Est promu dans le cadre local européen des travaux publics du Togo (au choix) :

1^o — *Au grade de chef ouvrier d'art de 1^{re} classe :*

M. HORARD LÉON, chef ouvrier d'art de 2^e classe (conserve un rappel d'ancienneté pour services militaires de 3 ans, 9 mois et 22 jours).

2^e — *Au grade de chef ouvrier d'art hors classe :*

M. HORARD LÉON, chef ouvrier d'art de 1^{re} classe (conserve un rappel d'ancienneté pour services militaires de 1 an, 9 mois et 22 jours).

28 octobre 1933. — M. BERTHON Albert, agent contractuel, ancien maréchal des logis d'artillerie, est nommé surveillant de 4^e classe stagiaire du cadre local des travaux publics du Togo.

M. LALONDRELLE Georges, agent contractuel, est agréé en qualité de géomètre-adjoint de 3^e classe stagiaire.

Il conservera, à titre personnel, pendant la durée de son stage, le bénéfice de la solde dont il jouit actuellement.

Affectations

Par décisions des :

25 octobre 1933. — M. WALLON Gaston, comptable de 1^{re} classe des travaux publics du Togo, en service aux travaux publics, est mis à la disposition du chef du service des chemins de fer et du wharf.

4 novembre 1933. — M. PERRET Jean, adjoint principal de 2^e classe des services civils, chef de la subdivision de Tsévié, remplira cumulativement les fonctions de surveillant-chef de la prison de Tsévié.

Il aura droit à l'indemnité prévue pour cette fonction aux arrêtés du 29 juin 1929, pour compter du 1^{er} janvier 1933 et du 20 mai 1933 pour compter de la date de son application.

Congés et passages

Par décisions des :

25 octobre 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 77 avenue de la Rochelle à Niort (Deux Sèvres), est accordé à M. PLANCQ Emile,

agent comptable de 3^e classe des chemins de fer du Togo qui compte 3 ans 4 mois et 5 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2^e classe 3^e catégorie lui est en outre délivré sur le paquebot *Amérique*, attendu à Lomé vers le 21 novembre 1933.

27 octobre 1933. — Un congé de convalescence de 6 mois pour en jouir 23 rue de Metz à Nancy (Meurthe et Moselle) est accordé à M. BERNARD Jacques, rédacteur principal de 1^{re} classe à l'administration centrale des colonies.

Un passage pour la France lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme en 1^{re} classe 2^e catégorie sur le paquebot *Canada*, attendu à Lomé vers le 30 octobre 1933.

31 octobre 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Céret (Pyrénées-Orientales), est accordé à M. MENEAU Jean, commis de 1^{re} classe des services civils qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2^e classe 3^e catégorie lui est en outre délivré sur le paquebot *Madonna*, attendu à Lomé vers le 27 novembre 1933.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 46 rue Wimpeling à Strasbourg (Bas-Rhin), est accordé à M. PERRET Jean, adjoint principal de 2^e classe des services civils du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2^e classe 3^e catégorie lui est en outre délivré sur le paquebot *Amérique*, attendu à Lomé vers le 21 novembre 1933.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir 8 rue de la Charrue à Strasbourg (Kronembourg), est accordé à M. ROTH René, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 2^e classe 3^e catégorie lui est en outre délivré sur le paquebot *Madonna*, attendu à Lomé vers le 27 novembre 1933.

Une réquisition de passage de retour 2^e classe, 4^e catégorie, de Lomé à Marseille, est accordée à M. LALLEMAND Pierre, sergent-chef du génie sur le paquebot *Madonna*, attendu à Lomé vers le 27 novembre 1933.

Commissions

Par décisions des :

23 octobre 1933. — La commission prévue à l'ar-

ticle 11, paragraphe 3 du décret du 5 août 1910, et composée de :

M.M. COSTARRAMONE, ingénieur en chef des travaux publics	Président
FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1 ^{re} classe des colonies,	Membres
GARNIER, ingénieur-adjoint de 2 ^e classe des travaux publics,	

se réunira sur la convocation de son président en vue de donner son avis sur le classement définitif dans le cadre général des travaux publics des colonies de M. DABEZIES Georges Maurice, adjoint technique de 4^e classe à titre provisoire dudit cadre.

24 octobre 1933. — Une commission composée de :

M.M. DAGORN, chef du service des P.T.T.	Président
BRASSARD, ingénieur-chef de station,	Membres
GARNIER, ingénieur-adjoint des travaux publics,	

se réunira sur convocation de son président pour examiner si M. GOUINEAU Jean, agent contractuel, candidat à l'emploi de commis radiotélégraphiste de 3^e classe possède les connaissances exigées pour cet emploi par le paragraphe a) de l'article 3 de l'arrêté du 12 octobre 1933.

25 octobre 1933. — La commission de classement prévue à l'article 8 de l'arrêté du 2 octobre 1933 et composée de :

M.M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies inspecteur des affaires administratives	Président
BERNARD, directeur des services administratifs et du cabinet,	Membres
COSTARRAMONE, ingénieur en chef du cadre général des travaux publics,	
LESTRADE, administrateur-adjoint de 3 ^e classe des colonies,	
BRASSARD, ingénieur-chef de station de T. S. F. de 1 ^{re} classe,	
TESSIER Paul, chef-ouvrier d'art hors-classe des chemins de fer du Togo,	
GAUDONVILLE, adjoint principal de 2 ^e classe des services civils, secrétaire	

se réunira à titre exceptionnel le 26 octobre 1933 à 9 heures au bureau du personnel en vue d'examiner les titres à l'avancement d'un agent du cadre des travaux publics du Togo.

25 octobre 1933. — Une commission composée de :

M. le capitaine BILLET, chef des services des chemins de fer et du wharf	Président
------------------------------------------------------------------------------------	-----------

M.M. LESTRADE, administrateur-adjoint
de 3^e classe des colonies,
JONCA, chef du bureau finances
des services des chemins de fer
et du wharf,
MILLELIRI, commis de 1^{re} classe
des services civils,

Membres

se réunira sur convocation de son président pour examiner l'aptitude professionnelle de M. PINELLI, agent contractuel, candidat à un emploi de comptable de 3^e classe.

L'examen aura lieu par écrit et devra porter sur : la langue française (rédaction d'un rapport sur une question de service) — 2 heures ;

L'arithmétique (2 problèmes ou questions) — 1 heure ;

Le droit administratif (législation des chemins de fer — notions sur les budgets) : 1 question — 2 heures ;

Les règlements (comptabilité-finances — comptabilité-matières — comptabilité des travaux — marchés) : 1 question — 2 heures.

Les sujets de composition seront choisis par le président.

Le procès-verbal des opérations de la commission d'examen sera adressé au Commissaire de la République accompagné des compositions du candidat et de l'appréciation de la commission.

Indemnités et gratifications

Par décisions des :

27 octobre 1933. — Le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 15 francs par mois, est accordé à Monsieur KUTSCHENRITTER, directeur de l'école régionale de Lomé.

Par décisions des :

26 octobre 1933. — Une gratification de 3.000 frs. est accordée à M. NAGEOTTE, ingénieur-adjoint contractuel, en service aux travaux publics.

Une gratification de mille francs est accordée au sergent-chef CEYSSAT de l'infanterie coloniale, en service hors-cadres aux forces de police du Togo pour les services rendus dans l'exécution des travaux qui lui ont été confiés.

Par arrêté du :

27 octobre 1933. — Une gratification de trois cent cinquante francs (350 frs. 00) est accordée au chef de gare LUGAN, maître du wharf de Lomé p. i., pour travaux supplémentaires exceptionnels non rétribués, exécutés en dehors des heures de service, pendant le 3^e trimestre 1933.

ERRATUM à l'arrêté n° 611 du 12 octobre 1933 inséré au J. O. Togo du 16 octobre 1933 page 536 — Tableau fixant la nomenclature des grades et classes cinquième ligne en commençant par le bas du tableau.

1^o — au lieu de :

« agent comptable — dessinateur — chef de district principal ».

lire :

« agent comptable — dessinateur — chef de district : principaux ».

2^o — Première ligne en commençant par le bas du tableau :

au lieu de :

« chef mécanicien ».

lire :

« sous-chef mécanicien ».

PERSONNEL INDIGÈNE

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

Titularisations

Par arrêtés des :

12 octobre 1933. — Le secrétaire stagiaire des greffes et parquets AKA KAKOU Jacques, est nommé secrétaire auxiliaire des greffes et parquets pour compter du 14 octobre 1933, date d'expiration de son année de stage réglementaire.

14 octobre 1933. — M. JOHNSON Jean, médecin-auxiliaire stagiaire de 3^e classe, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} décembre 1932.

M. CLOUGH Christian, médecin-auxiliaire stagiaire de 3^e classe, est titularisé dans son emploi pour compter du 11 décembre 1933.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Titularisations

Par arrêté du :

28 octobre 1933. — Sont titularisés commis-expéditionnaires de 8^e classe les commis-expéditionnaires auxiliaires de 2^e échelon dont les noms suivent :

KOUASSI Joseph, pour compter du 10 juin 1933, au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

MEBOUNOU Michael, pour compter du 10 juin 1933, au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

ABAGLO Cosme, pour compter du 25 juin 1933, au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

COMLANVI Aurélien, pour compter du 1^{er} juillet 1933, au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

GNAMEY Roger, pour compter du 1^{er} octobre 1933, au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

AGUE Jean, pour compter du 1^{er} octobre 1933, au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

LOKO Albert, pour compter du 25 novembre 1933.

Engagements

Par décision du :

28 octobre 1933. — Le nommé Laurent KOFFI DE SOUZA, est engagé en qualité de conducteur-auxiliaire et affecté au garage central.

Il aura droit, en cette qualité, à un salaire journalier de 7 francs. La dépense sera imputée sur le chapitre IV, article 2, paragraphe 2 du budget local.

Est engagé en qualité de garde d'hygiène auxiliaire le nommé ADJEGAN Christian, en remplacement numérique du garde d'hygiène DA SYLVEIRA J. Luca.

Il aura droit, en cette qualité, à une solde mensuelle de 200 francs. Il est affecté à Anécho.

Démission

Par décision du :

28 octobre 1933. — Est acceptée, pour compter du 31 octobre 1933, la démission de son emploi offerte par M^{lle} PEACE LAWSON, monitrice de 6^e classe stagiaire de la mission protestante, en service à Lomé.

Affectations et prises de fonctions

Par décisions des :

18 octobre 1933. — M. KAYIN Karl, commis mécanicien hors classe des P. T. T. est chargé de la construction du circuit téléphonique Anécho, Togoville, Vogan, Tabligbo, Tokpli, Agomé-Glozu.

Le surveillant auxiliaire TCHAFALO Thomas en service à Lomé est mis à sa disposition pendant la durée des travaux.

30 octobre 1933. — Est et demeure rapportée pour compter du 8 août 1933, la décision du 8 juillet 1933, suspendant de ses fonctions le surveillant de routes de 9^e classe ADOLHOUME Auguste.

31 octobre 1933. — L'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe CHARDEY Francis, en service à l'école régionale de Lomé, est mis à la disposition du rapporteur de la commission des coutumes, jusqu'au 30 janvier 1934.

Cet agent remplira les fonctions de traducteur près ladite commission.

2 novembre 1933. — L'infirmier de 4^e classe AMONÉ Félix en service à l'inspection vétérinaire et de l'élevage est affecté provisoirement au secteur de la prophylaxie de la trypanosomiose à Pagouda pour y effectuer un stage de perfectionnement.

Sanctions disciplinaires

Par décisions des :

19 octobre 1933. — Une retenue de solde de 15 jours, est infligée au surveillant de route de 9^e classe ADÉLÉHUMÉ Auguste, pour faute grave.

Une punition de 8 jours de retenue de solde est infligée au mécanicien journalier FAUSTIN Grégoire, pour négligence dans son service.

28 octobre 1933. — Une punition de 15 jours de retenue de solde est infligée à l'interprète de 3^e classe VINCENT Jean, en service au cercle de Lomé, pour inconduite et mauvaise manière habituelle de servir.

Par arrêté du :

4 novembre 1933. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé, pour faute grave dans le service, au mécanicien conducteur d'automobiles de 4^e classe KODJO Laurent.

Congés et permissions

Par décisions des :

12 octobre 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 10 octobre 1933 au 7 janvier 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 7^e classe AJAVON Blaise, en service au cercle d'Anécho, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 22 octobre au 18 novembre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 5^e classe des travaux publics AYIKOU Thomas, en service à la subdivision des travaux publics de Lomé-ville, pour en jouir à Anécho.

23 octobre 1933. — Un congé de 60 jours, avec traitement, du 1^{er} novembre au 30 décembre 1933 inclus, est accordé au moniteur auxiliaire de 2^e classe de l'agriculture, KENGBO Moïse, en service au secteur des cultures arbustives, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 1^{er} novembre au 30 décembre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 4^e classe des travaux publics NICOLAS COUASSI, en service à la subdivision des travaux publics de Lomé-ville, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 2 novembre au 1^{er} décembre 1933 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe AGBEDONOU Paul, en service au cercle de Klouto (Palimé), pour en jouir à Anécho.

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 1^{er} novembre 1933 au 29 janvier 1934 inclus, est accordé à l'interprète principal de 5^e classe ANTHONY Jean AGBEFOUN, en service au cercle de Klouto (Palimé), pour en jouir à Lomé.

Un congé de 43 jours, avec traitement, du 1^{er} novembre au 13 décembre 1933 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire auxiliaire SANTOS Paulin, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir à Agoué-gan (cercle d'Anécho).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 6 novembre au 5 décembre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 7^e classe des chemins de fer Théophile ADADE, en service à la traction, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 1^{er} novembre au 15 décembre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 2^e classe KOUAOUVI Paul, en service au wharf, pour en jouir à Glidji (cercle d'Anécho).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 novembre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 5^e classe Emmanuel MARTIN, en service au wharf, pour en jouir à Lomé.

Un congé de 45 jours, avec traitement, du 1^{er} novembre au 15 décembre 1933 inclus, est accordé au chef de train de 8^e classe ADALBERT Benoît, en service à Noépé, pour en jouir à Avévé (cercle d'Anécho).

25 octobre 1933. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir Dakar (Sénégal), est accordé à M. SAMATEY OUSSEYNOU, comptable contractuel au tribunal de Lomé qui compte 32 mois et 4 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour Dakar en 3^e classe 4^e catégorie lui est en outre délivré ainsi qu'à ses 3 enfants âgés de 7, 5 et 2 ans sur le paquebot *Foucauld* attendu à Lomé vers le 5 décembre 1933.

Une permission de 8 jours, avec traitement, du 30 octobre au 7 novembre 1933 inclus, est accordée au commis-expéditionnaire de 6^e classe BRENNER Carl Marcellin, en service au bureau des finances, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

Une permission de 8 jours, sans solde, du 30 octobre au 7 novembre 1933 inclus, est accordée au facteur enregistreur de 3^e classe BRENNER Carl Frédéric, en service aux chemins de fer (exploitation), pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 3 novembre au 2 décembre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 7^e classe des chemins de fer Théophile COMLAVI, en service à la traction, pour en jouir à Anécho.

27 octobre 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 novembre 1933 inclus, est accordé au brigadier chef de 1^{re} classe du service d'hygiène LAFONEKOU Sampson, en service à Lomé, pour en jouir à Aflao Avémé.

31 octobre 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 novembre 1933 inclus, est accordé à l'homme d'équipe de 5^e classe AMEGBOR Emmanuel, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir au Territoire.

Erratum à l'arrêté n° 670 du 27 octobre 1933 J. O. Togo du 1^{er} novembre 1933 page 592.

Article 12, 1^{re} ligne :

au lieu de :

« ... 5 pour les écoles de la mission protestante ... »

lire :

« ... 3 pour les écoles de la mission protestante ... »

FORCES DE POLICE

1^{re} Compagnie de milice.

Congés

Par arrêté du :

12 octobre 1933. — Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé à chacun des miliciens dont les noms suivent :

ADAM PATCHA, milicien 2^e classe Mle M/146, de la compagnie milice, accompagné de sa femme pour en jouir à Sokodé.

TCHAU, milicien 2^e classe Mle M/189, de la compagnie milice, accompagné de sa femme et 1 enfant pour en jouir à Bia (Sokodé).

Licenciement

Est licencié pour inaptitude physique à compter du 1^{er} novembre 1933, le milicien stagiaire BAKARY DIALLO, de la compagnie de milice.

Engagements

Sont engagés pour 1 an comme miliciens de 2^e classe, les stagiaires dont les noms suivent :

GABRIEL Michel, Mle M/327, à compter du 12 juin 1933

HOUNDJOE Jean, Mle M/328, à compter du 1^{er} juillet 1933.

MOUSSA ALI, Mle M/329, à compter du 1^{er} juillet 1933.

HOUSSOU Antoine, Mle M/330, à compter du 1^{er} juillet 1933.

MADODE, Mle M/331, à compter du 1^{er} juillet 1933.

KOUMAKO Gérard, Mle M/332, à compter du 6 juillet 1933.

AGANDE Pierre, Mle M/333, à compter du 20 juillet 1933.

LAGUIDI LALÉYI, Mle M/334, à compter du 20 juillet 1933.

2^e Garde indigène.

Rengagement

a) Est annulé le licenciement, pour fin de contrat, du garde de 1^{re} classe SOUMOKO, Mle 544, du peloton de Mango, prononcé par arrêté n° 530 en date du 27 septembre 1933;

b) Le garde de 1^{re} classe SOUMOKO est rengagé pour 1 an à compter du 6 octobre 1933 et reste affecté au peloton de Mango.

Congés

Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé à chacun des agents dont les noms suivent :

BLACKMAN II, garde 2^e classe Mle 891, du peloton des T.N., accompagné de sa femme et 1 enfant pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

TANOGA, brigadier-chef 1^{re} classe Mle 392, de la police Lomé, accompagné de sa femme pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

Affectation

Est affecté au peloton de dépôt (Lomé) pour compter du 16 octobre 1933, le brigadier-chef de 1^{re} classe OUMNBABRA, N° Mle 460, du peloton d'Atakpamé.

1^{re}) Compagnie de milice**Rengagement**

Par arrêté du :

27 octobre 1933. — Est rengagé pour 1 an à compter du 1^{er} novembre 1933, le milicien de 1^{re} classe TIOMBABOU, N° Mle M/84, de la compagnie de milice.

Permission

Une permission de 15 jours avec traitement, est accordée au milicien de 1^{re} classe KALI LIMA, N° Mle M/41, de la compagnie de milice, pour en jouir à Niamtougou (Sokodé).

Affectation

Est affecté à la compagnie de milice (Lomé) pour compter du 1^{er} novembre 1933, le milicien de 2^e classe AMADOU ZOUGOU, N° Mle M/286, de la 4^e section de milice d'Anécho.

2^e) Garde indigène**Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} novembre 1933. — AIBA, garde 2^e classe, Mle 653, du peloton de Klouto.

8 novembre 1933. — ALI-BÉLÉ, garde 2^e classe, Mle 795, du peloton de dépôt.

19 novembre 1933. — KEKEMISSA, garde 2^e classe, Mle 797, de la police municipale C. M. Lomé.

Congés

Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé à chacun des gardes dont les noms suivent :

MOROU, garde 2^e classe Mle 694, du peloton de Klouto, accompagné de sa femme et 1 enfant pour en jouir à Salinté (Sokodé).

ALFA, garde 2^e classe Mle 689, du peloton de Klouto, pour en jouir à Baga (Sokodé).

Affectations

a) Est affecté au peloton de dépôt (Lomé) à l'expiration du congé de 30 jours dont il est titulaire, le garde de 2^e classe BLACKMAN II, Mle 891, du peloton des travaux neufs.

b) Sont affectés pour compter du 1^{er} novembre 1933 :

1^{re} — au peloton de Lomé :

MAMA AGBANDAH, garde 2^e classe, Mle 868, du peloton de dépôt.

BRAIMA SOUDOU, garde 2^e classe, Mle 744, du peloton de dépôt.

ALI T. GBA, garde 2^e classe, Mle 745, du peloton de dépôt.

2^e — au peloton de Klouto :

ASSAMALA, garde 2^e classe, Mle 666, du peloton de dépôt.

3^e — au peloton d'Atakpamé :

TCHOUKA KABRÉ, brigadier 2^e classe, Mle 51, du peloton de Klouto.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Par arrêté du :

25 octobre 1933. — M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives est désigné comme chef du secrétariat général «ad hoc» pour siéger à la séance du conseil d'administration du 27 octobre 1933.

CENSEUR ADMINISTRATIF

Par décision du :

26 octobre 1933. — M. FOURSAND, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, chef du bureau des affaires économiques, est désigné pour procéder en qualité de censeur administratif à la vérification de l'agence de la banque de l'Afrique occidentale à Lomé pour le mois d'octobre 1933.

COMMISSION MUNICIPALE

Par arrêté du :

26 octobre 1933. — La date d'ouverture de la session ordinaire de novembre de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé est fixée au mercredi 8 novembre 1933.

OUVERTURE D'ÉCOLE ET DE COURS

Par arrêtés des :

12 octobre 1933. — Sont autorisés l'ouverture et le fonctionnement d'une école de la mission protestante évangélique à Agou-Nyongbo (cercle de Klouto).

Cette école est dénommée : « internat d'enseignement ménager ».

21 octobre 1933. — Un cours moyen est ouvert à l'école régionale de Mango.

PHARE DE LOMÉ

Par arrêté du :

12 octobre 1933. — Le phare de Lomé est rattaché au service des chemins de fer et du wharf du Togo qui en assure le fonctionnement et l'exploitation.

AUTORISATIONS D'IMPORTATION ET VENTE

Par décisions des :

14 octobre 1933. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente dans le territoire du Togo de :

« L'Eau-de-vie C.F.A.O. » de la maison A. TEISSEDER & Cie à Bordeaux.

Sont autorisées l'importation et la mise en vente dans le territoire du Togo des vins de liqueur ci-dessous dénommés :

Mathenesse	wine,
Minhonano	—
Tam tam	—
Andetto	—
Still	—
Kola	—

de la maison J.J. MELCHERS W^z à Schiedain.

ALLOCATION

Par arrêté du :

20 octobre 1933. — Une allocation annuelle de 1.200 frs est accordée à AMES Georges, ancien employé de l'administration du Territoire licencié pour inaptitude physique.

L'allocation est payable par trimestre et d'avance à compter du 1^{er} octobre 1933.

La dépense résultant du présent arrêté est imputable au chapitre I, art. 3, parag. 1, « allocations à des chefs et d'anciens agents de l'administration ».

Cette allocation est personnelle.

REMBOURSEMENT

Par arrêtés des :

27 octobre 1933. — Est autorisé le remboursement à la compagnie française de l'Afrique occidentale des sommes suivantes trop perçues au titre des taxes de douanes et de wharfage :

10 francs trop perçus au titre de la taxe de statistique.

1.140 francs trop perçus au titre de la taxe de wharfage.

38 francs trop perçus au titre de la taxe perçue au profit de la chambre de commerce.

Est autorisé le remboursement de la somme de 14.564 fr. 45 (quatorze mille cinq cent soixante quatre francs quarante cinq centimes) à la société commerciale et industrielle de la côte d'Afrique à titre de remise partielle des pénalités qu'elle a encourues et

payées pour retard apporté à la livraison de bois pour réparation des boats fournis en exécution du marché n° 5 faisant suite à l'adjudication du 15 janvier 1933.

Est autorisé le remboursement de la somme de 965 frs. 40 (neuf cent soixante-cinq francs quarante centimes) à M. EYCHENNE, commerçant à Lomé, à titre de remise partielle des pénalités qu'il a encourues et payées pour retard apporté à la livraison de dyplorys et accessoires fournis en exécution du marché n° 6 faisant suite à l'adjudication du 1^{er} février 1933.

SECOURS

Par arrêtés des :

27 octobre 1933. — Est accordé un secours de cent francs (100 francs) une fois payé, à l'ouvrier-chauffeur ADELIHA AHIANGBOGNON qui a été victime d'un accident, le 25 août 1933, sur les chantiers du chemin de fer, à Pagala.

Est accordé un secours de mille cinq cents francs (1.500 francs) une fois payé au nommé Pierre ZOUMAWO, ex-ouvrier cartouchier du service de construction du chemin de fer central togolais, qui a été victime d'un accident à la carrière de Chra le 6 mai 1932.

SUBVENTION

Par arrêté du :

25 octobre 1933. — Une subvention de dix mille francs (10.000 francs) est accordée à la mission protestante évangélique du Togo pour l'aménagement du dispensaire et de l'internat d'éducation féminine et maternelle créés à Agou-Nyongbo.

SANTÉ PUBLIQUE

Par arrêté du :

27 octobre 1933. — L'arrêté du 12 octobre 1933, est rapporté. Le régime du danger imminent cesse à partir du 28 octobre à six heures pour le cercle de Mango.

GARDE INDIGÈNE

Par décision du :

12 octobre 1933. — Les allocations de la garde indigène en munitions de 1^{re} catégorie, sont fixées, pour le 2^e semestre 1933, à dix cartouches par homme.

Dans les pelotons ou détachements détenant des cartouches 1874, celles-ci seront tirées dans la limite ci-dessus fixée, à l'exclusion des cartouches 1886 D.A.M.

CIRCULATION AUTOMOBILE

La circulaire n° 1727 A. G. du 28 août 1933 est abrogée.

Les pluies moins abondantes permettant un entretien plus facile du pont provisoire d'Amakpavé, la cir-

culatation automobile est rendue libre sur la route Lomé-Atakpamé à compter du 1^{er} novembre prochain.

Toutefois les camions chargés à plus de 1.500 kgs ne devront pas circuler sur cette voie avant la réfection complète de la passerelle d'Amakpavé.

AVIS AUX NAVIGATEURS

Le dernier paragraphe de l'avis aux navigateurs en date du 9 octobre 1933 relatif au phare de Lomé, est modifié comme suit :

Coordonnées : latitude nord six degrés sept minutes trois secondes, longitude est Greenwich un degré quinze minutes trois secondes cinq dixièmes.

DOMAINES

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 894, déposée le 3 novembre 1933 le receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, demeurant à Lomé agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 40 hectares 19 ares situé à Lomé, à l'angle N-O. formé par la lagune et la route de Palimé-Tokouin, (cercle de Lomé), et borné au nord par un village dit Agblikopé et terrain à la famille Dadjé, à l'est par la route Lomé-Palimé, au sud par terrain à la famille Dadjé, à l'ouest par terrain à la famille Dadjé et villages dits Galékopé et Adanbokopé.

Il déclare que ledit immeuble appartient au dit territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 895, déposée le 9 novembre 1933 le sieur Fritz Kpadenou Kouleté Koffi-Djati, profession de aide-médecin du cadre local indigène du Togo et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain en partie bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant une construction en briques de ciment à usage d'habitation, d'une contenance totale de 6 ares 61 centiares situé à Lomé quartier n° 6 (commune de Lomé) et borné au nord et à l'ouest par terrain à Joseph Siggini, à l'est par la rue de Marseille, au sud par terrain à un nommé Wilson.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

Avis de bornages

Le mardi 19 décembre 1933 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Degbenou, (cercle d'Anécho) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 50 centiares, et borné au nord par terrain à Nyatepé, à l'est et au sud par terrain à Tychus Lawson, à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Juda A. Novivo, employé de commerce, demeurant à Anécho, agissant au nom et pour son compte personnel comme propriétaire suivant réquisition du 10 décembre 1931, n° 812.

Le mardi 19 décembre 1933 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Kpota, (cercle d'Anécho) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 ares 92 centiares, et borné au nord par la voie-ferrée Lomé-Anécho, à l'est par terrain à Quamvi Kodjovi, au sud par terrain à la famille d'Almeida et à l'ouest par un terrain domanial, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur James Henri Gérard, profession de pasteur demeurant à Cotonou (Dahomey), agissant au nom et pour le compte de la Wesleyan mission du Togo, suivant réquisition du 8 juin 1932, n° 841.

Le vendredi 15 décembre 1933 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé quartier n° 7 (commune de Lomé) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 11 centiares, et borné au nord par la rue des alliés, à l'est par T. 100 de Lomé au sud par le surplus dudit T. 100 de Lomé, et terrain au nommé Tschau, à l'ouest par terrain à Yesufu Sant-Anna, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sanussi Gibirila, profession de tailleur demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire suivant réquisition du 23 septembre 1933, n° 889.

Le samedi 16 décembre à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé au nord de la lagune, « Tokouin » (cercle de Lomé), consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 95 ares 07 centiares, et borné au nord par terrain à Sedo, à l'est par terrain à Nuwuwui Huso et Tokoto, au sud par terrain à Bofla, à l'ouest par terrain à Fiomeku Aghezutsé, dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou, Vicaire Apostolique du Togo, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique suivant réquisition du 26 septembre 1933, n° 890.

Le samedi 16 décembre 1933 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé au nord de la lagune, « Tokouin », (cercle de Lomé),

CHEMIN DE FER DU TOGO

Service de l'Exploitation

3^e Trimestre 1933

GARES EXPÉDITRICES		Nombre 28 voitures Matériel roulant taxé à la pièce	NOMBRES 1				2							
			Agneaux Moutons Brebis Chèvres	Porcs	Chevaux Mulets Ânes	Taureaux Vaches Bœufs	Mais	Graines de Coton	Amandes de Palme	Coprah	Ignames et Manioc	Haricots	Digons	
			A	A	B	C	D	A	B	C	D	E	F	G
LIGNE D'ANÉCHO														
Montée							T 0 1	T 60 0	T 0 5				T 0 7	15
Descente							T 1.028 3		T 285 5	T 25 9	T 0 3	T 10 2		
TOTAL							T 1.028 4	T 60 0	T 288 0	T 25 9	T 0 3	T 10 9		15
LIGNE DE PALIMÉ														
Montée							T 1 7						T 3 4	0
Descente					20		T 41 7		T 372 1		T 1 5	T 0 5		
TOTAL					20		T 43 4		T 372 1		T 1 5	T 3 9		0
LIGNE D'ATAKPAMÉ														
Montée							T 3 0				T 0 9	T 0 1		5
Descente							T 10 6	T 348 2	T 301 5		T 104 4	T 18 8		
TOTAL							T 13 6	T 348 2	T 301 5		T 105 3	T 18 9		5
RÉCAPITULATION														
Montée							T 4 8	T 60 0	T 0 5		T 0 9	T 4 2		21
Descente							T 1.080 6	T 348 2	T 959 1	T 25 9	T 106 2	T 29 5		
TOTAL							T 1.085 4	T 408 2	T 959 6	T 25 9	T 107 1	T 33 7		21

				3								4	5		6					7	8	
Farines de maïs, de manioc, Tapioca	Farines alimen- taires Fécules	Riz	Arachides	Cacao en fèves	Café vert	Noix de Coco	Noix de Kolas	Fruits frais du pays Bananes Oranges Ananas	Fruits et Légumes frais Lait Fromages Conserves	Poissons secs	Viandes fumées ou salées	Sel	Canne à sucre	Sucre	Vin en fûts	Alcool et Apéritifs	Bières	Boissons du pays	Eaux minérales et gazeuses	Agglo- mérés Coke Houille	Allumes foux Bois à brûler Copeaux	Bois de mine Travaux en bois pour voies ferées
H	I	J	K	A	B	C	D	E	F	G	H	A	A	B	A	B	C	D	E	A	A	A
8	T 6 6	T 4 9					T 12 9	T 0 4	T 2 0			T 132 2		T 12 5	T 29 9	T 4 1	T 3 2		T 3 0		T 2 9	
	T 115 8		T 0 7			T 17 0	T 0 1	T 1 7	T 0 6	T 53 0		T 5 0			T 0 5	T 0 7						
8	T 115 8	T 6 6	T 4 9	T 0 7		T 17 0	T 13 0	T 2 1	T 2 6	T 53 0		T 137 2		T 12 5	T 30 4	T 4 8	T 3 2		T 3 0		T 2 9	
3	T 4 4	T 8 6	T 17 6	T 3 4		T 0 1	T 0 2	T 1 8	T 5 8	T 11 6		T 200 1		T 10 5	T 6 0	T 4 1	T 4 1		T 1 6		T 1 0	
	T 28 4	T 0 2		T 0 9	T 375 6	T 2 2	T 0 1	T 7 0				T 2 9		T 0 4		T 0 1	T 0 1		T 8 1		T 0 1	
3	T 32 8	T 8 8	T 17 6	T 4 3	T 375 6	T 2 2	T 0 1	T 0 3	T 8 8	T 5 8	T 11 6	T 203 0		T 10 9	T 6 0	T 4 2	T 4 2		T 9 7		T 1 1	
6	T 12 5	T 5 8	T 6 3	T 0 5		T 9 8	T 0 6	T 0 6	T 8 0	T 9 6		T 243 3		T 12 3	T 11 3	T 5 2	T 7 4		T 1 4		T 3 8	
	T 13 3	T 0 4	T 0 2	T 0 3	T 7 9		T 0 2	T 5 2	T 1 2					T 0 3	T 0 5		T 0 5				T 20 1	
6	T 25 8	T 6 2	T 6 5	T 0 8	T 7 9		T 9 8	T 0 8	T 5 8	T 9 2	T 9 6	T 243 3		T 12 8	T 11 8	T 5 2	T 7 9		T 1 4		T 23 4	
7	T 16 9	T 21 0	T 28 8	T 3 9		T 9 9	T 13 7	T 2 8	T 15 8	T 21 2		T 575 6		T 35 3	T 47 2	T 13 4	T 14 7		T 6 0		T 7 2	
	T 157 5	T 0 6	T 0 2	T 1 9	T 363 5	T 2 2	T 17 0	T 0 4	T 13 9	T 1 8	T 53 0	T 7 9		T 0 7	T 1 0	T 0 8	T 0 6		T 8 1		T 20 2	
7	T 174 4	T 21 6	T 29 0	T 5 8	T 363 5	T 2 2	T 28 9	T 14 1	T 16 7	T 17 6	T 74 2	T 583 5		T 36 0	T 48 2	T 14 2	T 15 3		T 14 1		T 27 4	

nature des Marchandises

transportées en Petite Vitesse

10		11				12		13	14					15						
Bois de charbonnage et de menuiserie	Chaux de construction Ciment Plâtre	Briques Tuiles Tuyaux en terre cuite	Cailloux Gravier Sable	Pierres Moellons Pavés	Latérite	Argile	Craie Pyrite Silice	Minérale	Acier ou fer brut Ferraille Fonte brute	Acier en fers ouvrés	Rails Traverses métal- liques pour voie ferrée	Aciers ou fer Pouillards Tôles d'acier ou de fer Zinc	Chaudron- nerie Quincai- lerie Instru- ments agricoles	Essence	Pétrole	Huile lourde (Masout)	Bitumes, Brai, Goudron et Résines	Alcools déma- turés	Caout- chouc brut	Huile de palme
C	A	A	B	C	D	A	B	A	A	B	C	D	E	A	B	C	D	E	F	A
T 6 3	T 3 0	T 82 9							T 20 3			T 11 6	T 6 7	T 1 2	T 89 5	T 3 9				
T 1 1		T 1 6		T 0 1			T 4 6		T 9 6			T 1 9	T 2 8		T 0 2	T 0 2	T 2 0			T 10
T 7 4	T 3 0	T 84 5		T 0 1			T 4 6		T 29 9			T 13 5	T 9 5	T 1 2	T 89 7	T 4 1	T 2 0			T 10
T 0 1	T 2 7	T 159 9							T 0 2	T 2 9		T 6 5	T 12 2	T 14 2	T 22 7	T 2 3				T 0
T 3 4	T 9 4						T 1 0					T 0 2	T 0 4		T 0 1	T 0 1				137
T 3 5	T 12 1	T 159 9					T 1 0		T 0 2	T 2 9		T 6 7	T 12 6	T 14 2	T 22 8	T 2 4				137
T 1 2		T 44 8							T 0 1	T 0 7		T 7 4	T 16 2	T 41 1	T 47 7	T 7 1	T 0 1			T 1
T 4	T 3 9	T 0 8		T 160 0			T 0 2					T 0 5	T 0 1				T 0 1			T 9
T 6	T 3 9	T 45 6		T 160 0			T 0 2		T 0 1	T 0 7		T 7 9	T 16 3	T 41 1	T 47 7	T 7 1	T 0 2			T 11
T 6	T 5 7	T 287 6							T 20 6	T 3 6		T 25 5	T 35 1	T 56 5	T 159 9	T 13 3	T 0 1			T 1
T 9	T 13 3	T 2 4		T 160 1			T 5 6		T 9 6			T 2 6	T 3 3		T 0 3	T 0 3	T 2 1			157
T 5	T 19 0	T 290 0		T 160 1			T 5 8		T 30 2	T 3 8		T 28 1	T 38 4	T 56 5	T 160 2	T 13 6	T 2 2			158

16					17	18	19	20							21			22	23			
Cacoul- chouc brut	Huile de palme	Bourre de karité	Huiles végétales Huiles de graines Savon	Huile de Ricln	Matières lannantes et teinto- riales	Acide sulfuri- que Produits chimiques non dénom- més	Papiers Carbon Imprimés Papiers non dénom- més	Coton brut	Coton égrené	Kapok brut	Kapok égrené	Staal	ChlMens Tissus	Bâches Sacs en toile, Toile d'emba- lage Cordes et cordages	Bon- hones vides, Bouteilles vides	Glaces Verres à vitre Verrerie	Porce- laine et Palence	Engrais	Fourrages et Paille	Arbres et Arbustes	Tabac en feuilles du pays	Marché divers Moulin Miroir Papier
F	A	B	C	D	A	A	A	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	A	A	B	C	A
			T 3 6	T 0 4	T 4 9	T 1 7							T 19 4	T 22 7			T 0 4					
	T 10 1	T 4 4	T 1 2	T 0 1	T 0 4	T 1 2		T 4 0		T 0 2			T 0 1	T 2 6			T 0 3					
	T 10 1	T 4 4	T 4 3	T 0 5	T 5 3	T 2 9		T 4 0		T 0 2			T 19 5	T 25 3			T 0 7					
	T 0 1		T 2 2	T 0 4	T 0 4	T 3 5							T 10 4	T 46 4	T 6 0	T 0 3						
	T 137 6		T 0 5			T 0 4		T 9 8					T 0 3	T 1 6			T 0 5					
	T 137 7		T 2 7	T 0 4	T 0 4	T 3 9		T 9 8					T 10 7	T 48 0	T 6 0	T 0 3	T 0 5					
	T 1 4	T 0 3	T 3 5	T 0 9	T 0 8	T 0 8		T 15 1					T 14 6	T 9 1		T 0 2	T 0 2					
	T 9 6	T 70 0	T 0 2		T 0 1			T 184 0	T 39 9	T 3 6	T 37 1		T 0 9	T 3 0						T 0 6		
	T 11 0	T 70 3	T 3 7	T 0 9	T 0 9	T 0 6		T 199 1	T 39 9	T 3 6	T 37 1		T 15 5	T 12 1		T 0 2	T 0 2			T 0 6		
	T 1 5	T 0 3	T 9 3	T 1 7	T 6 1	T 8 0		T 15 1					T 44 4	T 78 2	T 8 0	T 0 5	T 0 6					
	T 157 3	T 74 4	T 1 9	T 0 1	T 0 5	T 1 8		T 197 8	T 39 9	T 3 8	T 37 1		T 1 3	T 7 2			T 0 8			T 0 6		
	T 158 8	T 74 7	T 11 2	T 1 8	T 6 6	T 7 6		T 212 9	T 39 9	T 3 8	T 37 1		T 45 7	T 85 4	T 8 0	T 0 5	T 1 4			T 0 6		

[illegible]

consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 14 ha. 77 ares 91 centiares et borné au nord-ouest par terrain à la mission catholique, au nord par terrain à Tokodo, Esé Gakpé, Apeleté Gbadu, Foli Kekpoku, Ahiagbedé Ayivor, à l'est par terrain à Bofla, au sud par la lagune, à l'ouest par terrain au chef Adjallé, Timothy Anthony et Ativor Gbekou, dont l'immatriculation a été demandée par Monseigneur Cessou, Vicaire Apostolique du Togo, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique suivant réquisition du 26 septembre 1933, n° 891.

Le vendredi 15 décembre 1933 à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 9 (commune de Lomé) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 1 are 44 centiares et borné au nord par la rue de la Somme, à l'est par terrain à Ruth Tometi, au sud par terrain à Adenke, à l'ouest par la rue de Paris, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jérôme Ahamadah, interprète du cadre local indigène du Togo, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire suivant réquisition du 7 octobre 1933, n° 892.

Le lundi 8 janvier 1934 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bassari, chef-lieu de la subdivision, (cercle de Sokodé) consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 ha. 98 ares 63 centiares et borné au nord, l'est et au sud par des terrains domaniaux, à l'ouest par la route Bassari à Kabou, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, propriétaire suivant réquisition du 12 octobre 1933, n° 893.

Le samedi 16 décembre 1933 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé au nord de la lagune (cercle de Lomé), consistant en un terrain rural, non bâti, en forme polygone irrégulier, d'une contenance de 40 ha. 19 ares et borné au nord par un village dit « Agblikopé » et terrain à la famille Dadjé, à l'est par la route Lomé-Palimé, au sud par terrain à ladite famille Dadjé, à l'ouest par terrain à famille Dadjé et villages dits « Galékopé » et « Adanbokopé », dont l'immatriculation a été demandée par le receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, propriétaire suivant réquisition du 3 novembre 1933, n° 894.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

NECROLOGIE

Le Commissaire de la République a le profond regret de faire part du décès survenu à Sokodé le 10 novembre 1933 de M. Paul MAHOUX, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe des travaux publics.

Arrivé au Territoire en 1928, ce jeune fonctionnaire avait été admis en 1930 dans le cadre général des travaux publics des colonies au titre d'ingénieur-adjoint. Ses qualités de travail et de conscience professionnelle n'avaient pas tardé à le faire appeler à la tête des postes importants du service auquel il appartenait. Successivement chef du bureau des études, chef de la section des travaux publics, chef de la subdivision Sokodé-Mango, il avait fait preuve des aptitudes les plus remarquables dans ces divers emplois, gagné la haute estime de ses supérieurs et la sympathie de tous ceux qui l'approchaient. L'administration du Territoire perd en lui un de ses distingués collaborateurs.

Le Commissaire de la République renouvelle à madame P. MAHOUX, à Monsieur l'administrateur en chef et Madame MAHOUX, à leurs enfants, à leur famille, l'expression de ses condoléances attristées.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

X^e FOIRE DU HAVRE

Quinzaine de Pâques 1934.

31 Mars — 15 Avril.

La X^e Foire du Havre aura lieu du Samedi 31 Mars, veille de Pâques, au deuxième dimanche après Pâques, 15 Avril 1934.

Le succès remporté par la dernière manifestation havraise, tant par le nombre et la qualité des produits exposés, que par l'affluence des visiteurs et l'activité des acheteurs, est du meilleur augure pour la grande Quinzaine Coloniale, Maritime, Industrielle, Commerciale et Agricole de l'an prochain. Déjà, de nombreux Exposants, satisfaits des résultats obtenus, ont non seulement retenu leurs stands, mais se sont faits les propagandistes bénévoles en faveur de la X^e Foire du Havre.

Le confort des aménagements du Grand Palais, la disposition nouvelle du plan de répartition des emplacements qui place véritablement chacun des stands sur le « pourtour », grâce au jeu d'un sens unique de circulation obligatoire et d'ailleurs inévitable, et les vastes dimensions de l'enceinte, donneront toutes satisfactions à chacun des Exposants.

Pour recevoir le Règlement Officiel, les formules d'adhésion et les plans, prière d'en adresser la demande à M. le Secrétaire Général de la Foire du Havre — Le Havre (Seine-Inférieure).

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 30 JUIN 1933

ACTIF

Actionnaires	11.250.000,00
Caisses, Banque de France & C. N. E. P.	131.260.925,79
Garantie de la { Bons de la Défense Nationale.	178.590.000,00
Circulation { Disponibilités à vue à l'Etranger	249.745,92
Fonds en route	8.500.000,00
Portefeuille	205.509.605,60
Portefeuille couvert par la loi du 12 avril 1933	81.808.915,31
Portefeuille couvert par des Garanties spéciales	30.744.431,02
Participations financières	849.629,43
Avances sans intérêts aux Colonies	10.000.000,00
Avances contractuelles aux Colonies	49.590.193,79
Comptes-courants & débiteurs divers	9.390.195,45
Immeubles	11.090.906,56
Matériel & mobilier	975.744,19
Comptes d'ordre & divers	3.223.812,96
	<u>Frs. 733.034.106,02</u>

PASSIF

Capital	50.000.000,00
Réserves { Fonds de prévoyance statutaire	17.500.000,00
{ Réserve statutaire	1.219.473,57
{ — supplémentaire	2.438.947,17
Provision pour remboursement de B. B. Adires	55.000.000,00
Billets au porteur en circulation	343.189.475,00
Effets à payer	9.106.007,45
Comptes-courants & créditeurs divers	145.212.770,39
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leur compte-courant)	88.615.242,72
Dividendes à payer	356.539,57
Clients & correspondants (leur compte d'encaissement)	13.035.380,74
Comptes d'ordre & divers	6.376.953,98
Réescompte du portefeuille	595.013,06
Profits et Pertes { Report au 31 décembre 1932	248.223,57
{ Bénéfice net du semestre	140.078,80
	<u>Frs. 733.034.106,02</u>